

## Ballhauschwur

Gazette Nationale, ou Le Moniteur Universel, No. 10 du 20 au 24 juin 1789. États-Généraux, Versailles, ce 20 juin 1789. Le *marquis* DE BREZÉ. (Eigene Übersetzung, teils unter Berücksichtigung von *Walter Markov*, Revolution und Zeugenstand. Frankreich 1789-1799, Band 2: Gesprochenes und Geschriebenes, Frankfurt a.M. 1987, S. 70 f.)

«C'est par un ordre positif du roi que j'ai eu l'honneur de vous écrire ce matin, Monsieur, et de vous mander que sa majesté voulant tenir lundi une séance royale qui demande des préparatifs à faire dans les trois salles d'Assemblée des ordres, son intention était qu'on n'y laisse entrer personne, que les séances fussent suspendues jusqu'après celle que tiendra sa majesté.[»]

«Je suis avec respect, Monsieur, votre très-humble et très-obéissant serviteur,

*Le marquis* DE BREZÉ.»

*M. Bailly.* Je n'ai besoin de faire sentir la situation affligeante où se trouve l'Assemblée, je propose de mettre en délibération le parti qu'il faut prendre dans un moment aussi orageux.

M. Mounier présente une opinion qui est appuyée par MM. Target, Chapelier, Barnave; il représente combien il est étrange que la salle des Etats-Généraux soit occupée par des hommes armés; que l'on n'offre un autre local à l'Assemblée nationale; que son président ne soit averti que par des lettres du marquis de Brezé, et les représentants nationaux que par des placards; qu'enfin ils soient obligés de se réunir au Jeu de Paume, rue du Vieux-Versailles, pour ne pas interrompre leurs travaux; que blessés dans leurs droits et dans leur dignité, avertis de toute la vivacité de l'intrigue et de l'acharnement avec lequel on cherche à pousser le roi à des mesures désastreuses, les représentant[s] de la Nation doivent se lier au salut public et aux intérêts de la Patrie par un serment solennel.

Cette proposition est approuvée par un applaudissement unanime.

L'Assemblée arrête aussitôt ce qui suit:

L'Assemblée nationale, considérant qu'appellée à fixer la constitution du royaume, opérer la régénération de l'ordre public, et maintenir les vrais principes de la monarchie, rien ne peut empêcher qu'elle ne continue ses délibérations dans quelque lieu qu'elle soit forcée de s'établir, et qu'enfin partout où ses membres sont réunis, là est l'Assemblée nationale;

"Durch einen positiven Befehl des Königs hatte ich die Ehre, Ihnen heute Morgen zu schreiben, Monsieur, und Ihnen mitzuteilen, dass seine Majestät am Montag eine königliche Sitzung abhalten will, die Vorbereitungen erfordert, die in den drei Räumen der Ordensversammlung zu treffen sind, und dass es seine Absicht war, dass man niemanden hineinlässt und dass die Sitzungen bis nach der Sitzung, die seine Majestät anberaumt, ausgesetzt sind.["]

"Ich verbleibe mit Respekt, Sir, Ihr hochwürdigster und gehorsamster Diener,

*Der Marquis* DE BREZÉ."

*Herr Bailly.* Ich brauche die betrübliche Lage, in der sich die Versammlung befindet, nicht spürbar zu machen, ich schlage vor, darüber zu beraten, welche Entscheidung wir in einem so stürmischen Augenblick treffen müssen.

Herr Mounier bringt eine Meinung vor, die von den Herren Target, Chapelier und Barnave unterstützt wird. Er stellt dar, wie seltsam es ist, dass die Generalversammlung von bewaffneten Männern besetzt ist; dass der Nationalversammlung kein anderer Raum angeboten wird; dass ihr Präsident nur durch Briefe des Marquis de Brezé und die Nationalrepräsentanten nur durch Plakate gewarnt werden; Die Vertreter der Nation, die in ihren Rechten und ihrer Würde verletzt und vor der ganzen Schärfe der Intrigen und der Verbissenheit, mit der man versucht, den König zu katastrophalen Maßnahmen zu drängen, gewarnt wurden, müssen sich durch einen feierlichen Eid an das öffentliche Heil und die Interessen des Vaterlandes binden.

Dieser Vorschlag wird mit einem einstimmigen Applaus angenommen.

Die Versammlung beschließt sogleich Folgendes:

Die Nationalversammlung ist der Auffassung, dass nichts verhindern kann, dass sie ihre Beratungen fortsetzt, wo immer sie sich niederlassen muss, und dass schließlich überall, wo ihre Mitglieder versammelt sind, auch die Nationalversammlung ist;

Arrête que tous les membres de cette Assemblée prêteront, à l'instant, serment solennel de ne jamais se séparer, et de se rassembler partout où les circonstances l'exigeront, jusqu'à ce que la constitution du royaume soit établie et affermie sur des fondemen[t]s solides et que ledit serment étant prêté, tous les membres, et chacun d'eux en particulier, confirmeront, par leur signature, cette résolution inébranlable.

*M. Bailly.* Je demande pour les secrétaires et pour moi de prêter le serment les premiers; ce qu'ils font à l'instant dans la formule suivante:

«Nous jurons de ne jamais nous séparer de l'Assemblée nationale, et de nous réunir partout où les circonstances l'exigeront, jusqu'à ce que la constitution du royaume soit établie et affermie sur des fondemen[t]s solides.»

Tous les membres prêtent le même serment entre les mains du président.

Les députés de la colonie de Saint-Domingue se présentent pour demander la permission de s'unir provisoirement à la Nation, en prêtant le même serment.

M. le président, en rendant compte à l'Assemblée que le bureau de vérification a été unanimement d'avis de l'admission provisoire des douze députés de Saint-Domingue, l'Assemblée la leur accorde, et ils font le même serment.

Cette cérémonie est suivie d'applaudissemen[t]s et de cris réitérés et universels de *vive le roi!*

Le serment prêté, M. le marquis de Gouy prenant la parole, dit:

La colonie de Saint-Domingue était bien jeune quand elle s'est donnée à Louis XIV; aujourd'hui plus brillante et plus riche, elle se met sous la protection de l'Assemblée nationale.

L'appel des bailliages, sénéchaussées, provinces et villes, est fait suivant l'ordre alphabétique, et chacun des membres, en répondant, s'approche du bureau et signe.

*M. Camus.* J'annonce à l'Assemblée que Martin d'Auch, bailliage de Castelnaudary, a signé, *opposant.*

Un cri général d'indignation se fait entendre.

*M. Bailly.* Je demande que l'on entende les raisons de l'opposant.

*M. Martin.* Je déclare que je ne crois pas pouvoir jurer d'exécuter les délibérations qui ne sont pas sanctionnées par le roi.

Erlass, dass alle Mitglieder dieser Versammlung sofort einen feierlichen Eid leisten, sich niemals zu trennen und sich überall, wo es die Umstände erfordern, zu versammeln, bis die Verfassung des Königreichs auf festen Fundamenten errichtet und gefestigt ist, und dass nach diesem Eid alle Mitglieder, und jeder Einzelne von ihnen, diesen unerschütterlichen Entschluss durch ihre Unterschrift bestätigen werden.

*Herr Bailly.* Ich bitte für die Sekretäre und für mich, den Eid zuerst zu leisten, was sie sogleich mit der folgenden Formel tun:

"Wir schwören, uns niemals von der Nationalversammlung zu trennen und uns überall dort zu versammeln, wo es die Umstände erfordern, bis die Verfassung des Königreichs auf festen Fundamenten errichtet und gefestigt ist."

Alle Mitglieder legen denselben Eid in die Hände des Vorsitzenden ab.

Die Abgeordneten der Kolonie Santo Domingo treten vor, um die Erlaubnis zu erbitten, sich vorübergehend mit der Nation zu vereinen und denselben Eid zu leisten.

Herr Präsident, als er der Versammlung berichtet, dass das Prüfungsamt einstimmig der Meinung war, dass die zwölf Abgeordneten aus Santo Domingo vorläufig zugelassen werden sollten, gewährt die Versammlung ihnen die Zulassung, und sie leisten denselben Eid.

Auf diese Zeremonie folgte Applaus und der wiederholte und allgemeine Ruf: *Es lebe der König!*

Der Marquis de Gouy ergriff das Wort und sagte:

Die Kolonie Santo Domingo war sehr jung, als sie Ludwig XIV. zugeordnet wurde; heute ist sie glänzender und reicher und stellt sich unter den Schutz der Nationalversammlung.

Der Aufruf der Vogteien, Regierungsbezirke, Provinzen und Städte erfolgt in alphabetischer Reihenfolge, und jedes Mitglied tritt bei seiner Antwort an den Schreibtisch und unterschreibt.

*Herr Camus.* Ich gebe der Versammlung bekannt, dass Martin d'Auch, Vogtei von Castelnaudary, als Einsprechender unterschrieben hat.

Ein allgemeiner Aufschrei der Entrüstung ist zu hören.

*Herr Bailly.* Ich bitte darum, die Gründe des Einspruchsführers zu hören.

*Herr Martin.* Ich erkläre, dass ich nicht glaube, schwören zu können, Beschlüsse auszuführen, die nicht vom König sanktioniert sind.

*M. le président.* L'Assemblée a déjà publié les mêmes principes dans ses adresses et dans ses délibérations, et il est dans le cœur et dans l'esprit de tous ses membres, de reconnaître la nécessité de la sanction du roi pour toutes les résolutions prises sur la constitution et la législation.

L'opposant persiste dans son avis, et l'Assemblée arrêté qu'on laissera sur le registre sa signature, pour prouver la liberté des opinions.

L'appel des députés et la signature de l'arrêté finissent à quatre heures et demie.

M. le Chapelier prend la parole pour faire sentir qu'il est non seulement nécessaire, mais même essentiel, de faire porter au roi la douleur de l'Assemblée nationale dans la circonstance. Il veut que l'adresse apprenne à sa majesté que les ennemis de la Patrie obsèdent sans cesse le trône, et que leurs conseils tendent à placer le monarque à la tête d'un parti.

Ces expressions paraissent trop fortes à beaucoup de membres.

M. Mounier représente que l'adresse de M. le Chapelier ne remplit pas les vues de l'Assemblée. Il dit qu'il convient que les formes ont été blessées, qu'en y a même mis peu de décence; qu'aucune motifs, aucuns prétextes ne peuvent enchaîner l'Assemblée nationale, mais qu'à cet égard, elle s'est bien vengée du manque de procédés dont elle a à se plaindre: que sur le fond, le préopinant va trop loin, en se servant des termes d'ennemis de la Patrie, avant de connaître le résultat de la séance royale; il pense qu'il convient de ménager ces armes pour en faire usage dans une occasion plus opportune; il propose une adresse plus modérée, dans laquelle l'Assemblée témoignerait sa surprise et sa sensibilité de s'être vue refuser la porte de la salle destinée à l'Assemblée nationale, au moment où la réunion du clergé allait s'opérer.

MM. Barnave et Gouy-d'Arcy proposent également une autre version. L'Assemblée ne juge pas à propos de prendre une délibération à ce sujet.

Elle arrête que l'arrêté du matin et le procès-verbal, seront imprimés à l'instant.

L'Assemblée s'ajourne à lundi 22, heure ordinaire, et elle arrête en outre que si la séance royale a lieu dans la salle nationale, tous les membres y demeureront après que la séance sera levée, pour continuer les délibérations et les travaux ordinaires.

La séance est levée à six heures.

*Herr Präsident.* Die Versammlung hat die gleichen Grundsätze bereits in ihren Adressen und in ihren Beratungen veröffentlicht, und es ist im Herzen und im Geist aller ihrer Mitglieder, die Notwendigkeit der Sanktionierung durch den König für alle Beschlüsse, die über die Verfassung und die Gesetzgebung gefasst werden, anzuerkennen.

Der Gegner beharrte auf seiner Meinung, und die Versammlung beschloss, dass seine Unterschrift als Beweis für die Freiheit der Meinungen im Register verbleiben sollte.

Der Aufruf der Abgeordneten und die Unterzeichnung des Beschlusses endeten um halb fünf Uhr.

Herr Le Chapelier ergreift das Wort, um deutlich zu machen, dass es nicht nur notwendig, sondern sogar wesentlich ist, dem König den Schmerz der Nationalversammlung unter diesen Umständen zu vermitteln. Er wolle, dass die Adresse seine Majestät lehre, dass die Feinde des Vaterlandes unaufhörlich den Thron besetzen und dass ihre Ratschläge darauf abzielen, den Monarchen an die Spitze einer Partei zu stellen.

Diese Ausdrücke erschienen vielen Mitgliedern zu stark.

Herr Mounier vertrat die Ansicht, dass die Adresse von Herrn Le Chapelier nicht die Ansichten der Versammlung erfülle. Er sagte, er stimme zu, dass die Formen verletzt worden seien, dass sogar wenig Anstand hineingelegt worden sei; dass kein Grund, kein Vorwand die Nationalversammlung fesseln könne, aber dass sie sich in dieser Hinsicht für den Mangel an Verfahren, über den sie sich zu beklagen habe, gut gerächt habe: Er schlug eine gemäßigte Adresse vor, in der die Versammlung ihr Erstaunen und ihre Empfindlichkeit darüber zum Ausdruck bringen sollte, dass ihr die Tür des für die Nationalversammlung bestimmten Saals in dem Augenblick verwehrt worden war, als die Vereinigung der Geistlichkeit stattfinden sollte.

Die Herren Barnave und Gouy-d'Arcy schlagen ebenfalls eine andere Version vor. Die Versammlung hält es nicht für angebracht, darüber zu beraten.

Sie beschließt, dass der Beschluss vom Morgen und das Protokoll sofort gedruckt werden.

Die Versammlung vertagt sich auf Montag, den 22. Juni, gewöhnliche Zeit, und beschließt außerdem, dass, wenn die königliche Sitzung in der Nationalhalle stattfindet, alle Mitglieder nach Beendigung der Sitzung dort verbleiben, um die Beratungen und die gewöhnlichen Arbeiten fortzusetzen.

Die Sitzung wird um sechs Uhr geschlossen.